



# Recherche et Enseignement Supérieur

Le SNTRS CGT a informé la CGT FERC Sup qu'une assemblée plénière extraordinaire du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) a lieu le 4 juillet 2019. Le SNTRS CGT veut profiter de cette occasion pour alerter les personnels.

Le rassemblement a rassemblé 300 personnes.

En 2019, la direction du CNRS a décidé de baisser drastiquement de 300 à 250 le nombre de postes au concours, ceci dans un contexte où le CNRS a déjà perdu, ces 10 dernières années, 1158 postes statutaires (338 chercheurs et 820 IT). Une tribune du Monde intitulée « Le CNRS fêtera-t-il ses 100 ans ? » a été signée par 177 chercheurs et chercheuses : cette tribune constate que « les politiques menées depuis plus de 20 ans mettent ce service public en péril », dénonce « la pénurie de postes et la disparition des financements récurrents » et affirme qu'« il est urgent pour l'Etat français d'entendre les cris d'alarme... » Les signataires refusent d'être utilisés « pour masquer les conditions de travail imposées à l'immense majorité » et pour « prôner une recherche fondée sur l'individualisme et la compétition généralisée ».

La CGT FERC Sup fait un constat similaire dans les universités depuis des années : gels de postes, augmentation des tâches et de la charge de travail, augmentation du nombre d'étudiants, manque de moyens drastique, précarité institutionnalisée... détruisent le service public de l'ESR.

**La CGT FERC Sup n'a aucune illusion sur le contenu du futur projet de loi « recherche » que le gouvernement Macron – Vidal veut mettre en place, alors même qu'ils cherchent à détruire les statuts de fonctionnaires d'État des personnels.**

**La CGT FERC Sup revendique une augmentation importante des moyens récurrents des établissements d'enseignement supérieur et des établissements publics de Recherche ainsi qu'un nombre important de création de postes de fonctionnaires.**

**La CGT FERC Sup se place aux côtés de tous les précaires en lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail et leur avenir.**

Montreuil, 4 juillet 2019